

LHL

N° 155/CA du répertoire

N° 00-61/CA du Greffe

Arrêt du 30 décembre 2004

Affaire : Gorza ANKARIKOUÉBA

C/

Préfet du Borgou

**REPUBLIQUE DU BENIN**

**AU NOM DU PEUPLE BENINOIS**

**COUR SUPREME**

**CHAMBRE ADMINISTRATIVE**

La Cour,

Vu la requête en date à Malanville du 30 avril 2000 enregistrée au greffe de la Cour le 11 mai 2000 sous le n° 485/GCS par laquelle Monsieur Gorza ANKARIKOUÉBA BP 61 Malanville, a introduit un recours en annulation pour excès de pouvoir contre l'arrêté n° 5/020/PDB/SG/SAP du 14 avril 2000 par lequel le préfet du Borgou a interdit toutes manifestations à karimama et à Malanville ;

Vu la lettre n° 1280/GCS du 22 mai 2000 par laquelle mise en demeure a été adressée au requérant aux fins de la consignation de la somme de cinq mille francs prévue par l'ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour suprême, remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1<sup>er</sup> juin 1990 ;

Vu la lettre n° 1281/GCS du 22 mai 2000 par laquelle le requérant a été invité à apposer des timbres fiscaux sur les feuillets de sa requête ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la Loi n° 90-012 du 1<sup>er</sup> juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Oùï le conseiller **Eliane R. G. PADONOU** en son rapport ;



Où l'Avocat Général **Lucien Aristide DEGUENON** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par requête en date à Malanville du 30 avril 2000 enregistrée au greffe de la Cour le 11 mai 2000 sous le n° 485/GCS, Monsieur Gorza ANKARIKOUÉBA, a introduit un recours en annulation pour excès de pouvoir contre l'arrêté n° 5/020/PDB/SG/SAP du 14 avril 2000 aux termes duquel le préfet du Borgou a interdit toutes manifestations à karimama et à Malanville ;

Considérant que par lettre n° 1280/GCS du 22 mai 2000 le requérant a été mis en demeure d'avoir, conformément à l'article 45 alinéa 1<sup>er</sup> de l'ordonnance n° 21/PR précitée, sous peine de déchéance, à consigner au greffe de la Cour, une somme de cinq mille (5 000) francs dans un délai de quinze jours à compter de la mise en demeure qui lui sera faite par lettre recommandée ou par notification administrative, sauf demande d'assistance judiciaire dans le même délai ;

Considérant que par lettre n° 1281/GCS du 22 mai 2000 le requérant a été invité à apposer des timbres fiscaux sur les feuillets de sa requête conformément aux prescriptions de l'article 682 du Code Général des Impôts ;

Que face à toutes ces correspondances et mise en demeure, le requérant a observé un mutisme qui s'analyse en un désintérêt pour la procédure qu'il a lui-même initiée ;

**PAR CES MOTIFS,**

**DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>.** – Le requérant est déchu de son action.

**Article 2.** - Les dépens sont mis à sa charge.

**Article 3 :** Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur Général près la Cour Suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de Messieurs et madame :

**Jérôme O. ASSOGBA**, conseiller à la Chambre Administrative

**PRESIDENT ;**

**Joachim G. AKPAKA** {  
et { **CONSEILLERS**  
**Eliane PADONOU** {

Et prononcé à l'audience publique du jeudi trente décembre Deux mil quatre, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

**Lucien Aristide DEGUENON**

**MINISTERE PUBLIC ;**

Et de **Geneviève GBEDO**

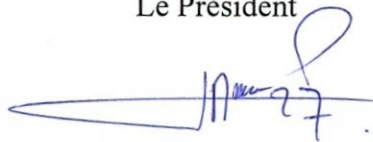
**GREFFIER ;**

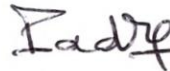
**Et ont signé**

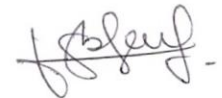
Le Président

Le rapporteur

Le greffier







**J. O. ASSOGBA.-**

**E. R. G. PADONOU.-**

**G. GBEDO.-**

AE = 2000

Enregistré à Cotonou le 28/12/04  
Fo. 38 Case 91501  
Reçu deux mille francs  
L'Inspecteur de l'Enregistrement



  
**Antoinette L. AGO**

